



>> CAHIER DES CHARGES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES >>

CONSULTATION N° CFDC 2025-13

PROCEDURE :

DATE DE PUBLICATION BOAMP

MAPA de travaux

Date : 17 octobre 2025

Objet : Remplacement du Système de Sécurité Incendie et de l'éclairage de sécurité du Bâtiment de l'institut de formation en soins infirmier (IFSI) de l'hôpital Tenon, situé 14, rue des Balkans à Paris (20) pour le compte du Centre de la Formation et du Développement des Compétences (CFDC) de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Pour la période d'exécution, de la date de l'ordre de service de démarrage des travaux jusqu'à l'expiration des garanties (cf. CCTP)

Ce document comprend 31 pages et est associé aux documents du marché (CCTP, RC, AE) et engage le titulaire à en respecter toutes les dispositions.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Administratives Particulières	1 / 31



SOMMAIRE

Consultation n° CFDC 2025-13	1
Article 1 OBJET DU MARCHÉ	3
1.1 Objet.....	3
1.2 Forme	3
1.3 Durée.....	3
1.4 Définition de la prestation.....	3
1.5 Allotissement.....	4
1.6 Délai de validité des offres.....	4
1.7 Lieu d'exécution des prestations	4
1.8 Intervenants	4
1.9 Marché à tranches - Variantes - PSE	5
1.10 Sous-traitance.....	5
Article 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
Article 3 DISPOSITIONS FINANCIERES.....	7
3.1 Forme des prix.....	7
3.2 Contenu des prix.....	7
3.3 Travaux complémentaires ou modificatifs.....	7
3.4 Exécution complémentaire.....	8
3.5 Décision de poursuivre	8
3.6 Variation des prix	9
3.7 Modalités de règlement des comptes - décomptes mensuels - décompte final	9
Article 4 DELAIS D'EXECUTION	12
4.1 Délais d'exécution des travaux.....	12
4.2 Prolongation du délai d'exécution	13
Article 5 PENALITES - RESILIATION	15
5.1 Pénalités - retenues.....	15
5.2 Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution des travaux	15
5.3 Autres pénalités	16
5.4 Pénalités liées à la sécurité	19
5.5 Délais et retenues pour remise des documents, fournis après exécution	20
5.6 Réfections pour imperfections techniques.....	20
5.7 Situation fiscale et sociale - Lutte contre le travail dissimulé - Code du travail	20
5.8 Résiliation.....	20
Article 6 MODIFICATION DU MARCHÉ	21
6.1 Clause de réexamen.....	21
6.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire.....	21
6.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution.....	22
Article 7 RESPECT DES PRINCIPES DE LAICITE ET DE NEUTRALITE.....	22
7.1 Point n°1.....	22
7.2 Point n°2	23
7.3 Point n°3	23
7.4 Point n°4	23
Article 8 OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	23
8.1 Certificats	23
8.2 Obligations réglementaires.....	24
8.3 Accès au chantier.....	24
8.4 Secret professionnel.....	24
8.5 Diffusion d'image	26
Article 9 FACTURATION -PAIEMENT	26
9.1 Facturation	26
9.2 Paiement	27
9.3 Avances	27
9.4 Périodicité et exigibilité des acomptes.....	27
Article 10 ASSURANCES	30
Article 11 NANTISSEMENT.....	30
Article 12 RETENUE DE GARANTIE.....	30
Article 13 LITIGES.....	30
Article 14 DEROGATIONS.....	31

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	2 / 31



ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet

La présente consultation a pour objet le remplacement du Système de Sécurité Incendie et de l'éclairage de sécurité du Bâtiment de l'institut de formation en soins infirmier (IFSI) de l'hôpital Tenon, situé 14, rue des Balkans à Paris (20) pour le compte du Centre de la Formation et du Développement des Compétences (CFDC) de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Le bâtiment de l'IFSI TENON est classée Bâtiment ERP de type R de 3ème catégorie, avec locaux à sommeil.

L'ensemble des travaux se situe à l'intérieur d'une enceinte en activité.

Les équipements comprendront :

- Système de sécurité incendie
- Alarme et Détection Incendie
- Asservissements
- Alimentations particulières
- Eclairage de sécurité
- Dépose

1.2 Forme

La présente consultation est passé selon un marché à procédure adaptée de travaux définie à l'article L.2124-1 et de l'article R.2323-4 du code de la commande publique.

Le marché sera signé à prix global forfaitaire en application du code de la commande publique (Cf. annexe financière).

1.3 Durée

Le marché est conclu pour la période d'exécution, de la date de l'ordre de service de démarrage des travaux jusqu'à l'expiration des garanties (cf. CCTP).

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R.2122 du nouveau Code de la commande publique.

Le délai global prévisionnel d'exécution des travaux est estimé à **six (6) mois** à compter de l'OS de démarrage (bon de commande) incluant une période de préparation.

Le délai global prévisionnel d'exécution comprend :

- La période de préparation et l'obtention des autorisations administratives nécessaires.
- Les périodes des congés payés,
- Les arrêts de chantier décidés par le coordonnateur SPS ou l'inspection du travail en cas de faute du titulaire ou de son sous-traitant,
- La réception, le repliement du matériel, le nettoyage et la remise en état éventuelle des lieux.
- Les intempéries

1.4 Définition de la prestation

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations ou de travaux complémentaires exécutées

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	3 / 31



par le titulaire initial et /ou similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, à hauteur de 50 % du montant du marché.

1.5 Allotissement

La consultation n'est pas allotie.

Conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique, le pouvoir public s'exonère de l'obligation d'allotissement du fait : du caractère indivisible de la mission de travaux de remplacement du Système de Sécurité Incendie.

1.6 Délai de validité des offres

Les candidats restent engagés par leur offre pendant un délai de **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée à l'article 4 du règlement de consultation.

1.7 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le Titulaire dans les locaux du Centre de Formation Continue :

Bâtiment de l'IFSI de l'hôpital Tenon
14, rue des Balkans
75020 Paris

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.8 Intervenants

a) Maitrise d'ouvrage

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris est le Maître d'Ouvrage. La conduite d'opération du projet est assurée par l'AP-HP - Direction du CFDC représenté par le Service des Travaux, des Equipements et de la Maintenance de l'AP-HP - 55 Bd Diderot CS 22305, 75610 Paris CEDEX 12.

b) Mission de maitrise d'œuvre

La maitrise d'œuvre est assurée par Bureau d'Etudes T3E IDF - 17, rue Véron 94140 ALFORTVILLE.

c) Coordination des systèmes de sécurité incendie

Les ouvrages à réaliser sont soumis au coordonnateur SSI. Cette mission est confiée au Bureau d'Etudes T3E IDF - 17, rue Véron 94140 ALFORTVILLE.

d) Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L.111-23 à L.111-26 et R. 111-38 à R.111-42 du code de la construction et de l'habitation. Le contrôleur technique est : **Risk Control**

La mission de contrôle technique définie par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999, portant approbation du cahier des clauses techniques générales relatif aux marchés de contrôle technique.

Les missions de contrôle technique définies pour cette opération sont les suivantes :

- Les missions de base :
 - Mission L, portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
 - Mission LE, relative à la solidité des existants ;

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	4 / 31



- Mission S, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions ;
- Mission SEI, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les ERP.
- Les missions complémentaires :
 - Mission F, relative au fonctionnement des installations
 - Mission PV, relative au récolement des procès-verbaux

1.9 Marché à tranches - Variantes - PSE

Sans objet

Le marché ne comprend aucune tranche, variante ou prestation supplémentaire éventuelle.

1.10 Sous-traitance

Les éléments référencés dans le présent paragraphe sont des obligations qui doivent être préalablement respectées avant tout commencement d'exécution des prestations objet de la sous-traitance.

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial (DC4) signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

En application des articles R.2193-3 et suivants du code de la commande publique, le titulaire devra transmettre au maître d'œuvre (transmis ensuite au MOA) et ce, pour chaque sous-traitant, les documents suivants :

L'acte spécial (DC4) dûment complété et signé indiquant :

- Le nom, la raison sociale, l'adresse du Titulaire ;
- Le nom, la raison sociale, l'adresse du sous-traitant ;
- Les natures précises des prestations sous-traitées avec indication des lignes concernées de la DPGF ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Le montant de l'autoliquidation le cas échéant ;
- Les conditions de paiement et les modalités de variation des prix ;
- Le compte à créditer ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une attestation précisant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- Une attestation stipulant qu'aucune cession ni nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant ;
- Une copie du contrat de sous-traitance sur demande de la cellule des marchés ;
- Les attestations fiscales et parafiscales des sous-traitants.

Il est rappelé que seule l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par la transmission (avec AR) d'une copie du DC4 signé par une personne habilitée autorise la réalisation de la prestation par le sous-traitant. Le non-respect de cette obligation donnera lieu aux sanctions prévues à l'articles 5 du présent CCAP.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, en complément du DC4, le titulaire devra joindre en application de l'article R.2193-1 du code de la commande publique :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 à L2141-6 ;
- Les références du sous-traitant dans le domaine de la prestation sous-traitée ;
- Les effectifs, chiffre d'affaires et organisation du sous-traitant ;
- La nature et la localisation précise des tâches sous-traitées, avec les lignes de la DPGF concernées ;
- Les titres professionnels des personnes appelées à exécuter la prestation sous-traitée ;
- La méthodologie du sous-traitant pour l'exécution de la prestation.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	5 / 31



Pour le sous-traitant établi ou domicilié à l'étranger il faudra fournir en plus :

- Un document mentionnant le n° de TVA intracommunautaire ou si le sous-traitant n'est pas établi dans un pays de l'union européen, un document mentionnant l'identité et l'adresse du représentant du sous-traitant auprès de l'administration fiscale française ;
- Un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE ou d'une convention internationale de sécurité sociale. Lorsque la législation de son pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contribution de sécurité sociale prévue à l'article L143-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'URSSAF ;
- Lorsque l'immatriculation du sous-traitant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays de domiciliation, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

Dès la signature de l'acte de sous-traitance constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement, précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre.

ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après (dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi), qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières et techniques (cadre de réponse financière et technique),
- Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Travaux (CCAG travaux), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- L'offre technique du titulaire,
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux,
- Les plans,
- Le cas échéant, le rapport initial du bureau de contrôle,
- Tout document déposé avec l'offre,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

NOTA : En cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, les plans dressés à la plus grande échelle auront la priorité. Les spécifications non portées aux CCTP mais inscrites sur les plans ont même valeur que celles des CCTP.

En cas de contradiction entre les pièces écrites et plans, il appartient au maître d'œuvre de fixer les prestations à exécuter, conformément au marché (CCTP ou plan) sans que cela ouvre droit à une rémunération complémentaire.

Les conditions générales de vente, conditions générales de service ou autres stipulations apparentées, remises par le titulaire dans son offre sont nulles et non avenues.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	6 / 31



ARTICLE 3 DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 Forme des prix

Le marché est conclu à prix global et forfaitaires pour l'ensemble des prestations détaillées dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° **CFDC 2025-13 du 17/10/2025** et listées dans l'annexe financière de l'Acte d'Engagement en application de l'article R.2112.6 du code de la commande publique.

L'Acte d'engagement indique ce qui doit être réglé à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Les prix du marché sont exprimés en Euros hors T.V.A et toutes taxes comprises et réputé établi aux conditions économiques du mois de référence porté à l'acte d'engagement. Ils comprennent toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des travaux y compris les frais généraux, impôts et taxes.

3.2 Contenu des prix

Le prix est réputé comprendre toutes les prescriptions, phases successives, garanties, sujétions, et obligations à prendre en compte pour parvenir à une livraison des ouvrages conforme au marché, à la réglementation, aux règles de l'art. Le Titulaire ne peut, de ce fait, demander aucune augmentation ou indemnité supplémentaire sur le prix du marché.

Le prix du marché comprend ainsi toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution des prestations et travaux décrits dans le CCAP, le CCTP et dans tous les documents constituant le marché.

Les prix de l'annexe financière ne seront considérés comme document contractuel que pour les prix servant à déterminer :

- Le montant des éventuelles modifications demandées dans les conditions prévues au présent contrat ;
- Les décomptes mensuels, ainsi établis en fonction de la décomposition financière figurant à l'Acte d'Engagement et compte tenu de l'avancement réel des prestations ;
- Le montant des réfections.

La décomposition du prix ne saurait remettre en cause, en aucune manière, le caractère global et forfaitaire du prix et, par suite, l'obligation du Titulaire d'exécuter les prestations, indépendamment du volume ou de l'étendue des travaux et fournitures devant concourir à la parfaite réalisation de l'ouvrage, tel que défini au présent contrat.

3.3 Travaux complémentaires ou modificatifs

Dans le cadre du présent marché, des prestations supplémentaires ou modificatives peuvent être prescrites en cours d'exécution.

Ces prestations, non prévues initialement, sont ordonnées par le maître d'œuvre après accord du maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG Travaux 2021 et de l'article L.2194-3 du Code de la commande publique.

Elles font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs ou supplémentaires, précisant :

- Le fondement réglementaire et contractuel de la modification ;
- Le fait générateur des travaux ;
- L'identité du demandeur (maître d'œuvre, maître d'ouvrage, contrôleur technique, utilisateurs...) ;
- Le caractère indispensable et éventuellement urgent des travaux ;
- La consistance des prestations à réaliser, avec la répartition entre les entreprises concernées ;
- Le montant estimé des travaux ;
- La base de fixation des prix provisoires (notamment sur la DPGF si applicable) ;
- Toute information complémentaire utile.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	7 / 31



Le titulaire concerné devra fournir un devis détaillé dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la réception de la fiche. Si ce délai expire un jour férié, il est reporté au premier jour ouvrable suivant.

Le maître d'œuvre, après validation par le service chargé de l'opération et accord du pouvoir adjudicateur, délivre un ordre de service (bon de commande) autorisant l'exécution des prestations complémentaires ou modificatives. Cet ordre de service (bon de commande) mentionne les prix provisoires, utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à fixation des prix définitifs.

Conformément à la réglementation en vigueur :

- Le titulaire n'est pas tenu d'exécuter un ordre de service ne comportant aucune valorisation financière, sous réserve d'en informer le maître d'œuvre par écrit, avec justificatifs, dans un délai de quinze jours suivant la notification ;
- Lorsque les parties sont d'accord sur les prix définitifs, un avenant au marché est établi pour formaliser ces modifications ;
- En cas de désaccord ou de silence du titulaire dans les délais impartis, les prix provisoires peuvent devenir définitifs selon les modalités prévues au CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 15.1 du C.C.A.G, la diminution limite de la masse des travaux pour un marché forfaitaire est portée à 15 % de la masse initiale

3.4 Exécution complémentaire

Dans le cadre du présent marché, et conformément à l'article 14 du CCAG Travaux 2021, il est précisé que lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant contractuel initial, le titulaire peut être amené à poursuivre les travaux.

Toute modification du marché, même si elle reste dans la limite de 15 % du montant initial, doit obligatoirement faire l'objet d'un avenant. Cela permet de garantir la traçabilité, la régularité juridique et l'accord formel des parties.

Au-delà de cette limite, la poursuite des prestations est possible uniquement après :

- Une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur,
- Et la signature d'un avenant précisant les nouvelles conditions (techniques, financières, délais).

Cette décision ne doit ni changer l'objet du marché, ni bouleverser son équilibre économique, sauf en cas de sujétions techniques imprévues ou de circonstances exceptionnelles, dûment justifiées.

3.5 Décision de poursuivre

La décision de poursuivre est un acte unilatéral signé par le seul maître d'ouvrage et reprenant les ordres de service valorisés signés depuis le démarrage du chantier.

Elle a pour objet de permettre l'exécution et le paiement des prestations au-delà du montant initial du marché, dans la limite d'une augmentation de 15%.

La décision de poursuivre, comme l'avenant, modifie le montant initial du marché. En dérogation à l'article 14 du CCAG Travaux, le « montant contractuel des travaux » est le montant du marché initial auquel s'ajoute le montant des avenants et des décisions de poursuivre.

En dérogation à l'article 14.2.2 du C.C.A.G Travaux portant sur les changements de besoins ou de conditions d'utilisation, le seuil de 10 % est porté à 15 %.

En dérogation à l'article 14.3 du C.C.A.G Travaux relatif à l'augmentation du montant des travaux par rapport au montant contractuel, l'augmentation limite fixée au dit article est portée de 5% à 15 % du montant contractuel du marché.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	8 / 31



3.6 Variation des prix

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché peuvent être révisés à chaque acompte à la demande des parties. La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités, retenues, primes, indemnités.

Mois d'établissement des prix du marché : Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » (m 0), indiqué à l'acte d'engagement.

Index de référence

Les index de référence choisis (index nationaux) sont les suivants

Marché	INTITULE	INDEX
Remplacement du Système de Sécurité Incendie et de l'éclairage de sécurité de l'IFSI TENON	Electricité	BT47

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

Les prix révisibles constituent une dérogation au 9.4 CCAG Travaux.

Modalités d'actualisation

Le coefficient de révision applicable pour le calcul de l'acompte du mois "n" est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (B_{Tn} / B_{To})$$

Dans laquelle B_{Tn} et B_{To} sont les valeurs de l'index de référence prises respectivement au mois zéro et au mois "n".

Le mois "n" est le mois d'exécution des prestations.

Clause de Sauvegarde :

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 5%, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

3.7 Modalités de règlement des comptes – décomptes mensuels – décompte final

3.7.1 Généralités

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les décomptes mensuels seront présentés conformément à l'article 12.1 du CCAG, et selon le modèle agréé par le Maître d'Ouvrage et fourni par le Maître d'Œuvre. Les décomptes sont cumulatifs. Ils sont établis obligatoirement par valorisation des tâches.

Les décomptes présentés devront reprendre la liste des postes du bordereau de prix correspondant avec leurs numéros d'article, l'avancement étant exprimé en pourcentage du montant total de chaque poste.

Une solution de dématérialisation des situations de travaux est mise gratuitement à disposition des fournisseurs de l'AP-HP dans le but d'améliorer significativement le délai de paiement des factures, conformément au décret n° 2019-748 du 21 juillet 2019. Les entreprises doivent adresser leurs factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les situations seront présentées par l'entreprise mandataire pour l'ensemble des co-traitants et sous-traitants dans une facturation unique

Les entreprises doivent transmettre leurs factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant les données de facturation ou en déposant les fichiers PDF (signés ou non signés).

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	9 / 31



3.7.2 Décomptes mensuels

Dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage mettrait en place une solution informatique intégrée de gestion des acomptes se substituant à Chorus, les entreprises seront alors tenues d'y saisir leur DPGF et leur avancement.

L'entrepreneur dresse mensuellement un projet de décompte mensuel des travaux exécutés, et éventuellement des approvisionnements livrés sur le chantier. Le titulaire devra joindre aux décomptes mensuels les attestations de délégation de paiement direct et les factures signées des sous-traitants. Les projets de décomptes mensuels accompagnés des propositions de paiement sont, en dérogation à l'article 12 du CCAG travaux, transmis sous format dématérialisé au maître d'œuvre.

Le mois « M » est égal au mois de la situation. La date du « T0 » qui enclenche le décompte des 50 jours du délai de paiement de la situation démarre le premier jour du mois « M+1 » ou du jour de remise de la situation si elle est postérieure au premier jour du mois « M+1 ». Le titulaire devra impérativement avoir remis sa situation au maximum le 7ème jour calendaire du mois « M+1 ».

Dans le cas contraire sa situation sera traitée le mois « M+ 2 ». Toutefois la révision de sa situation sera conforme au mois d'exécution « M ». La date du « T0 » sera alors le premier jour du mois « M+2 » ou du jour de remise de la situation si elle est postérieure au premier jour du mois « M+2 ».

Pour les marchés à prix forfaitaires, les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix forfaitaire jointe par l'entrepreneur à son A.E. ou éventuellement celle détaillée en millièmes. Dans le cas de marchés à prix unitaires, les décomptes mensuels sont également cumulatifs et doivent comporter tous les détails nécessaires (quantités et prix unitaires) permettant un contrôle aisé.

3.7.3 Acomptes

Le paiement des acomptes mensuels est subordonné à l'acceptation des décomptes visés ci-dessus par le Maître d'Œuvre.

Des acomptes seront mandatés mensuellement d'après les décomptes mensuels intégrant la révision des prix établis par les entrepreneurs.

3.7.4 Délai maximum de paiement

Le délai maximum de paiement est de 50 (cinquante) jours.

Au-delà du délai maximum de paiement prévu à l'article R2192-11 de la commande publique, les intérêts moratoires sont dus de plein droit.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

3.7.5 Cas des approvisionnements

Sur chantier, en usine ou en atelier, les approvisionnements seront évalués à l'aide des sous-détails des prix unitaires visés à l'article 10.4 du CCAG et dans les conditions prévues à l'article 10.5 du même document. Ils ne seront pris en compte que dans la limite de 50% de la valeur calculée sur les prix ci-avant et sous réserve de production des factures et documents justificatifs.

Ces acomptes seront délivrés sous les conditions suivantes :

- 1) Les ouvrages fabriqués ou préfabriqués ne seront pris en compte que lorsqu'ils constitueront des ensembles terminés prêts à être livrés ;
- 2) Que sur demande préalable de l'entrepreneur, une constatation aura été faite sur place par le maître d'œuvre qui donnera lieu à un procès-verbal de constatation.

L'entrepreneur produira à l'appui de sa demande :

S'il n'est pas fabricant :

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	10 / 31



- Les factures effectivement payées par lui justifiant qu'il a acquis les ouvrages fabriqués ou préfabriqués en toute propriété,
- Une attestation d'assurance contre le vol, le vandalisme et l'incendie garantissant les ouvrages à concurrence de la valeur totale de l'acompte qu'ils engendrent avant abatement précisé ci-après.

3) Ces acomptes seront évalués :

Dans le cas où l'entrepreneur n'est pas fabricant :

Suivant les prix unitaires, acceptés par le maître de l'ouvrage, du bordereau spécial d'approvisionnement que l'entreprise devra joindre à son A.E.

Dans le cas où l'entrepreneur est fabricant :

Suivant les prix de fourniture 'matériel terminé' de la décomposition du prix forfaitaire qui devra obligatoirement faire apparaître par article :

- Le prix de fourniture du matériel terminé
- Le prix de transport sur le chantier
- Le prix de montage et mise en œuvre, y compris tous travaux accessoires.

Les approvisionnements resteront sous la responsabilité et sous la garde des entrepreneurs et devront être couverts par les assurances de l'entrepreneur et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant ces approvisionnements.

3.7.8 Décompte final

Les travaux feront l'objet d'un projet de décompte final dans les conditions fixées au CCAG.

Il est toutefois précisé qu'il sera dérogé aux modifications du CCAG travaux décidées par l'arrêté du 30 mars 2021 : l'article 12 du CCAG sera seul pris en compte.

Le décompte identifiera clairement la partie forfaitaire du marché, les postes afférents à des travaux modificatifs ainsi que la révision. Il identifiera également le montant de chaque acompte facturé et le montant réel réglé par le Trésor Public. Les entrepreneurs doivent en conséquence créer dès le démarrage de l'opération un tableau reprenant pour chaque situation les montants demandés en bas et révisions, les montants corrigés par le réviseur et les montants réglés in fine par le Trésor Public.

Avant la présentation du projet de décompte à la maîtrise d'œuvre, l'entreprise devra impérativement :

- Avoir levé l'ensemble des réserves émises lors de la réception
- Avoir réglé l'ensemble des problématiques liées aux actes de sous-traitance
- Avoir présenté lors du dernier décompte avant le projet de décompte général une proposition de paiement assurant le règlement de l'intégralité des sommes dues à chacun de ses sous-traitants

3.7.9 Application de la TVA

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde feront apparaître :

- Les taux de TVA fixés par la réglementation en vigueur ;
- Les montants de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux dans les conditions édictées par cette réglementation.

Les montants des sommes versées aux titulaires seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	11 / 31



3.7.10 Paiement des sous-traitants

En application de l'article R2192-11 du code de la commande publique, le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du C.C.A.G. Travaux 2021. L'utilisation du modèle DC4 est obligatoire.

Les sous-traitants de second rang devront être agréés dans les mêmes conditions que les sous-traitants de premier rang mais ne feront pas l'objet d'un paiement direct.

Par ailleurs, tous les sous-traitants, sans exceptions, intervenants sur le chantier devront figurer sur le panneau de chantier.

Avant la présentation du projet de décompte final, les montants dus au sous-traitant auront impérativement dû être réglés.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'accord écrit et daté de l'entrepreneur, mandataire ou titulaire, pour le règlement de la somme considérée due au sous-traitant au titre du marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant. Le mandataire doit joindre la facture signée par le sous-traitant.

Pour les sous-traitants, l'entrepreneur joint en double exemplaire à la demande d'acompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, ainsi qu'une facture signée de chaque sous-traitant. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe à la demande d'acompte, signée par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Une facture signée de chaque sous-traitant est jointe à l'envoi. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

En application de la loi de finances 2014, le titulaire et le sous-traitant reconnaissent se conformer aux dispositions en termes de facturation et d'auto-liquidation de T.V.A. Ainsi, les factures relatives aux opérations de sous-traitance concernées par l'auto-liquidation ne mentionnent pas la T.V.A. Cependant, elles doivent faire apparaître distinctement que la T.V.A. est due par le preneur (le donneur d'ordre) assujetti et porter la mention « auto-liquidation », en application du 13 du I de l'article 242 nones A de l'annexe II au CGI, justifiant l'absence de collecte de la taxe sur la valeur ajoutée par le sous-traitant.

ARTICLE 4 DELAIS D'EXECUTION

4.1 Délais d'exécution des travaux

4.1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Il inclut la période de préparation du chantier, les jours de congés et d'intempéries.

Les délais d'exécution propres à chacun des marchés s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution défini ci-après. Ils démarrent à la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	12 / 31



Marché ou lot	ORIGINE DU DELAI D'EXECUTION PROPRE AU MARCHE CONSIDERE	DELAI D'EXECUTION PREVISIONNEL PROPRE AU MARCHE CONSIDERE (en mois)
Remplacement du Système de Sécurité Incendie et de l'éclairage de sécurité de l'IFSI TENON	Electricité	6 mois

Pour chaque marché, le début de l'intervention fait l'objet d'un ordre de service (bon de commande) délivré par le maître d'œuvre.

4.1.2 Calendriers détaillés des travaux, des études et de remise de documents

A partir du calendrier prévisionnel d'exécution défini précédemment, le maître d'ouvrage ou l'OPC établit après avoir consulté l'entrepreneur titulaire le calendrier détaillé d'exécution précédé par les calendriers détaillés préparatoires.

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître les délais d'étude, d'approvisionnement, de fabrication en atelier ou en usine, les tâches caractéristiques dont se compose chaque lot, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération, les opérations préalables à la réception.

Pour l'établissement de ces calendriers, l'entrepreneur doit dans les dix jours suivant la demande du maître d'œuvre, indiquer par écrit, par fonction d'ouvrage et par unité, les définitions des tâches, leur durée, les liaisons avec les tâches précédentes.

Il précise en outre pour chaque phase :

- La cadence d'exécution.
- Les moyens en personnel et matériels prévus.
- Les contraintes particulières telles que : nécessité de hors d'eau, hors d'air, raccordements concessionnaires, etc...

Après mise au point en accord avec l'entrepreneurs et approbation par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, ces calendriers détaillés sont notifiés par ordre de service aux intervenants, le calendrier détaillé d'exécution final étant notifié à la fin de la période de préparation.

L'entrepreneur est tenu de respecter les dates et échéances fixées au calendrier détaillé d'exécution.

Tout retard est sanctionné par l'application des pénalités fixées ci-après.

Au cours du chantier et avec l'accord de l'entrepreneur, le MOE et l'OPC peuvent modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution.

4.2 Prolongation du délai d'exécution

4.2.1 Causes légitimes

Par dérogation à l'article 18.2.2 du CCAG-travaux, une prolongation du délai d'exécution ou de la période de préparation ou le report du début d'exécution, peut être justifiée par les retards résultant des événements listés ci-après, considérés comme des causes légitimes de retard, mais dans la seule mesure où leur survenance a une incidence sur le déroulement et la durée des travaux qui relève du titulaire et où ce retard ne lui est pas imputable, ce dont le Titulaire aura la charge de la preuve :

- Un retard résultant d'un changement du volume des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages sur demande expresse du Maître d'ouvrage, ou en cas d'imprévus non imputables au Titulaire ;
- Un retard résultant d'une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus sur demande expresse du Maître d'ouvrage ;
- Un retard résultant d'un ajournement ou d'une suspension de travaux décidé par le Maître d'ouvrage ;

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	13 / 31



- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du Maître d'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché ;
- Le retard résultant des injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter tout ou partie des prestations de la phase de Réalisation ;
- Le retard résultant des intempéries au sens et dans les conditions des dispositions de l'article 4.2.2 ci-après entraînant un arrêt de travail sur les chantiers ;
- Le retard dans l'exécution du marché imputable à des sujétions imprévues au cours du chantier, ou un cas de force majeure ;
- L'arrêt des travaux en raison d'un ordre de réquisition notifié au Titulaire. Lorsque le Titulaire est amené à intervenir dans le cadre d'un ordre de réquisition, le délai d'exécution du marché est prolongé de la durée d'intervention nécessitée par cette situation d'urgence ;
- Seront considérés comme des causes légitimes de prorogation des délais, les retards causés par toutes difficultés d'approvisionnement dûment justifiées sous réserve que l'entrepreneur justifie avoir passé les commandes en temps et en heure au regard du calendrier de marché.

Toute autre cause du retard imputable au Titulaire ou à ses prestataires, fournisseurs ou sous-traitants, n'est pas considérée comme une cause légitime de retard.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le Maître d'ouvrage, qui la notifie au Titulaire.

Quand le Titulaire invoque la survenance d'une cause légitime, il doit le notifier au Maître d'ouvrage dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la survenance d'une telle cause légitime, par lettre recommandée avec accusé réception.

La notification fait apparaître notamment :

- L'événement dont la survenance est invoquée,
- L'incidence et les conséquences sur le déroulement des travaux,
- Les mesures que le Titulaire entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de l'événement sur ses obligations au titre du marché.

Faute d'avoir notifié la cause légitime dans les formes et délais ainsi définis, le Titulaire ne pourra pas invoquer la survenance de la cause légitime.

En cas de survenance d'un des cas de cause légitime, aucune pénalité de retard ne sera due, sous réserve que le titulaire ait mis en œuvre les mesures nécessaires limitant les conséquences résultant de l'événement.

Les arrêts de chantier motivés par des conditions de sécurité, d'ordre ou de propreté sur le chantier et à ses abords, jugés insuffisantes par les organismes compétents en la matière ou par le CSPS ou par le Maître d'ouvrage, ne pourront donner lieu à aucune prolongation de délai.

Il en est de même de tous ceux résultant d'une non-conformité réglementaire constatée par le contrôleur technique.

4.2.2 Intempéries

Sans objet

4.2.3 Force majeure

Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli, ou avoir accompli avec retard, une obligation au titre du Marché, dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement et exclusivement d'un événement présentant les caractéristiques de la Force Majeure (selon la définition donnée par la jurisprudence administrative).

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	14 / 31



Lorsque l'une des Parties invoque la survenance d'un événement de Force Majeure, elle doit en justifier et le notifier par tous moyens et dans le plus bref délai à l'autre Partie. Les Parties se rencontrent alors dans les plus brefs délais pour en tirer les conséquences sur l'exécution du présent marché.

Ne sont notamment jamais considérés comme cas de force majeure :

- La grève locale ou sectorielle,
- Un sinistre se produisant sur le chantier,
- La défaillance d'une entreprise intervenant sur le chantier.

En cas de survenance d'un événement de Force Majeure, chacune des Parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations.

La Partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement de Force Majeure ne peut l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

4.2.4 Modification des délais d'exécution pour travaux modificatifs

Les délais d'exécution partiels ou globaux pourront être modifiés pour les raisons énumérées ci-après :

- Modification apportée aux ouvrages et remettant en cause le délai d'exécution initial
- Mise à jour des calendriers d'exécution nécessitant une adaptation des calendriers pour respecter le délai final

Les Entrepreneurs devront être en mesure de justifier, sur la base de leur calendrier détaillé d'exécution, toute demande de modification de délai, par analyse des durées d'exécution des tâches, du chemin critique et des marges libres.

ARTICLE 5 PENALITES - RESILIATION

5.1 Pénalités - retenues

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités s'appliquent dès le premier euro et le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne pourra pas dépasser 20%.

L'application de pénalités et retenues ne fait pas obstacle aux mesures coercitives définies dans le C.C.A.G. (article 52). Il est précisé que les pénalités et retenues sont révisables aux conditions du marché.

5.2 Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution des travaux

Cette pénalité est évaluée à partir des prix initiaux du marché hors TVA.

Le calcul des pénalités et retenues est effectué par le Maître d'Œuvre et fourni à titre indicatif à l'entrepreneur titulaire ou mandataire pour répartition entre ses éventuels co-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés. Dans l'attente de cette répartition, le montant global des pénalités et retenues est prélevé à l'entrepreneur mandataire par précompte sur ses demandes mensuelles d'acomptes.

La répartition finale des pénalités entre les éventuels co-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, est fournie par l'entrepreneur mandataire dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de notification de la réception telle qu'elle est prévue au 3 de l'article 41 du C.C.A.G Travaux. Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu, le montant total des pénalités est supporté définitivement par l'entrepreneur mandataire.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	15 / 31



Retard sur les délais fixés dans le calendrier contractuel :

En complément des indications de l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, l'Entrepreneur sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après.

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux de l'entrepreneur notifiée par OS et la date de terminaison des travaux sans neutraliser les diverses interruptions. Ces pénalités peuvent être appliquées, sans mise en demeure, sur simple confrontation entre la date réelle de fin d'exécution de l'entrepreneur et de la date d'expiration des travaux contractuelle.

Le montant de la pénalité ou de la retenue par jour calendaire de retard est fixé par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux à 1/10000^e du montant HT de l'ensemble du marché.

Retard dans la réalisation des tâches :

Des retenues journalières de 5000 euros/jour calendaire ci-avant pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche mentionnée au calendrier détaillé d'exécution.

Cette pénalité est également applicable dans le cadre de l'installation et le repliement de chantier.

Ces retenues pourront être reversées si le retard se trouve résorbé.

Il est précisé en particulier que la désignation des sous-traitants d'études rentre dans le cadre du présent paragraphe. Le délai de désignation est indiqué dans le Règlement de chantier - à défaut il sera d'un mois à partir de la notification du marché.

Retard dans la levée des réserves :

Si l'Entrepreneur n'a pas levé dans le délai fixé au présent C.C.A.P les réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités de 500 euros par réserve et par jour calendaire de retard sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement, même si le Maître de l'Ouvrage décide de l'application du 2ème alinéa de l'article 41.6 du C.C.A.G Travaux.

5.3 Autres pénalités

En complément des pénalités précitées, l'Entrepreneur encourt les retenues ou pénalités exposées dans le tableau qui suit.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	16 / 31



MOTIF	MODE DE CALCUL	FREQUENCE
Autres retards		
<p>Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires aux études, à l'ordonnancement, à la coordination ou l'exécution des travaux, dans la diffusion et présentation des prototypes d'éléments de construction, échantillons.</p> <p>Liste non exhaustive : plans d'exécution ; notes de calculs, fiches techniques, études de détail, plans de synthèse, méthodologies, production de justification et/ou prévisions de prix et devis pour ouvrages non prévus , planning, PIC, PV d'essai, fiches techniques, autocontrôles, PPSPS, réponse aux avis du BCT, DC4, DOE, DUEM, bordereaux de suivi des déchets ou des terres polluées, documents relatifs à la démarche de qualité environnementale, tableau de suivi mensuel de gestion des déchets, documents administratifs (habilitations, contrat de travail, déclarations sur l'honneur, liste des véhicules, attestations d'assurance..., ordres de services ou avenants, etc.</p>	500,00 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Par document et par jour calendaire de retard
Gestion des déchets et des terres polluées		
Non fourniture des bordereaux de suivi des déchets	2 500 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Par document
Non-respect du tri des déchets : absence ou erreurs de tri conduisant à un nombre important de bennes à déchets déclassées) Recours à un collecteur de déchets non validé ou non conforme aux exigences de la charte chantier à faibles nuisances	1000,00 €. Net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Par infraction Les évacuations non conformes ne seront pas rémunérées
Infraction à la réglementation concernant les déchets : En cas de dépôts sauvages, brulage ou enfouissement illégal des déchets	10 000 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Par infraction

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	17 / 31



MOTIF	MODE DE CALCUL	FREQUENCE
Organisation, propreté du chantier et gestion des nuisances		
Les situations suivantes sans qu'elles ne soient exhaustives : Défaut ou retard dans le nettoyage du chantier, de ses abords, des voies d'accès ou non entretien des protections de chantier, Défaut de dispositifs de nettoyage et décrochage des engins avant sortie du chantier, Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives, défaut d'affichage des panneaux de chantier, stationnement en dehors des zones autorisées sur le chantier, stationnement de véhicules ou d'engins sur la voie publique, pollution de l'eau ou du sol (fuite d'hydrocarbures, etc...), Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par la réglementation et la notice environnementale de chantier à faibles nuisances du projet, matériel de chantier ne permettant pas de réduire les nuisances, non-respect de la procédure d'alerte en cas d'empoussièrement, non-respect de la mise en œuvre d'actions limitant l'empoussièrement	500,00 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Pour chaque infraction constatée et Par jour calendaire
Absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination ou toute autre réunion sur convocation de la MOA-MOE-OPC-CSPS-BCT, visite de chantier, CISSCT	500,00 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Un retard supérieur à 30 min sera assimilé à une absence
Réalisation d'intervention sans permis feu préalable	1 000 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Par infraction constatée
Intervention sans autorisation dans l'hôpital existant (en interaction avec l'activité ou les flux de l'hôpital)	1500 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC et arrêt immédiat des travaux dans la zone	Par infraction constatée

Défaut d'agrément des sous-traitants

L'agrément écrit de la MOE et de la MOA, ainsi que la visite d'inspection commune avec le CSPS, est un préalable indispensable à toute présence sur site. Toute entreprise dérogeant à la législation se verra immédiatement appliquer une pénalité définitive de 2500 €HT et il sera procédé à une éviction automatique du chantier du sous-traitant non agréé, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité ou rallongement de délai. Les demandes d'agrément de sous-traitance devront donc être anticipées par les entrepreneurs.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	18 / 31



5.4 Pénalités liées à la sécurité

MOTIFS	MONTANT	FREQUENCE	A PARTIR DE
Les situations suivantes sans qu'elles ne soient exhaustives : Tenue de chantier non-conforme, emprise sur voirie non-déclarée, absence d'autorisations de voirie, emprise sur domaine public non sécurisée ou dangereuse (absence ou manque d'éclairage, de signalisation...etc...), non-respect des mesures de sécurité de l'autorisation de voirie, mise en danger du personnel chantier, refus de port des EPI. Non-respect des règles de sécurité définies en début de chantier relativement à la circulation des véhicules sur la voie publique, ainsi qu'à l'entrée et à la sortie du chantier, non application des décisions prises en CISSCT, non application des mesures de prévention prévues au PGC ou du plan de prévention, non application des mesures préconisées au RJ	500 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Chaque cas	Par infraction constatée, et le cas échéant par jour calendaire jusqu'à mise en conformité ou en sécurité
Non-respect des mesures de sécurité sanitaire imposées par la réglementation (les situations suivantes sans qu'elles ne soient exhaustives : non-respect des accès, organisation de la base vie ou des installations de chantier non conforme, défaut de port du masque ou autres EPI imposés)	500 € net de taxes à déduire sur le montant total TTC	Chaque cas	Par infraction constatée, et le cas échéant par jour calendaire jusqu'à mise en conformité ou en sécurité

Ces pénalités sont applicables sur constat de la MOA, MOE, et CSPS et le cas échéant par d'autres prestataires mandatés par la maîtrise d'ouvrage.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	19 / 31



5.5 Délais et retenues pour remise des documents, fournis après exécution

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le Titulaire devront être remis au maître d'œuvre dans les délais prescrits. En cas de retard, une retenue égale à **MILLE CINQ CENT EUROS (1 500 €)** hors TVA par jour calendaire de retard, sera opérée sur les sommes dues au Titulaire.

5.6 Réfactions pour imperfections techniques

En attente d'un accord entre le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles feront l'objet d'une réfaction provisoire de CINQUANTE POUR CENT (50 %) du montant hors TVA des travaux correspondants.

Cette réfaction provisoire sera opérée dès que ces imperfections ou malfaçons seront constatées.

5.7 Situation fiscale et sociale – Lutte contre le travail dissimulé – Code du travail

En cas de retard dans la remise des justificatifs et attestations correspondants, prévus notamment aux articles D 8222-5 et suivants et D 8254 -2 du code du travail, une pénalité de **500 € (cinq cents euros)** par jour calendaire de retard, et par document, est encourue.

En outre, en cas de manquement présumé du Titulaire à ses obligations au regard de la réglementation applicable à la lutte contre le travail dissimulé, non régularisé à l'issue d'un délai de quinze (15) jours après envoi d'une mise en demeure, le Titulaire encourt une pénalité de **500 € (cinq cents euros)** par jour de retard jusqu'à la régularisation de sa situation, ou à défaut, de l'éventuelle résiliation, sans indemnité et à ses torts exclusifs, du marché à l'initiative de la personne publique.

Il est précisé que le montant de la pénalité prévue à l'alinéa précédent est plafonné au plus faible des montant ci-après soit (i) **10% du montant exécuté du marché** (montant total des acomptes) soit (ii) le montant des amendes encourues en application des articles L 8222-1, L8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

En cas de manquement à l'obligation édictée par l'article L 1262-4-1 I. 2eme alinéa du code du travail, une pénalité de **5 000 € (cinq mille euros)** par jour calendaire de retard et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail est encourue.

En cas de manquement à l'obligation de fournir la preuve de déclaration prévue à l'article L 1262-2-1 du code du travail, une pénalité de **5 000 € (cinq mille euros)** par jour calendaire de retard (décompté à compter du début du détachement) et par omission de déclaration ou déclaration hors délai à l'inspection du travail est encourue.

En cas de manquement à l'obligation édictée par l'article R8291-1 du code du travail, une pénalité de **500 € (cinq cents euros)** par jour, par constatation et par personne est encourue.

5.8 Résiliation

Conformément à l'article 50.3 du CCAG travaux, si le Titulaire ne respecte pas les obligations légales et réglementaires ainsi que celles imposées par le cahier des charges l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut prononcer la résiliation du marché. Cette résiliation est précédée d'une mise en demeure informant au Titulaire la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Si le cocontractant déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, s'il a exercé des activités illégales ou s'il a été interdit d'exercer ses activités industrielles ou commerciales alors la résiliation n'est pas précédée d'une mise en demeure.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	20 / 31



Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R2143-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 6 MODIFICATION DU MARCHÉ

6.1 Clause de réexamen

Le marché pourra faire l'objet de modifications contractuelles conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique.

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas de découverte imprévisible sur le chantier et nécessitant des ajustements financiers,
- En cas de modification, à l'initiative du Maître d'Ouvrage, du projet impactant les délais du chantier

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant éventuellement. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

En l'absence de clause de réexamen et conformément aux dispositions des articles R2194-2 à R2194-5 et R2194-7 à R2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque :

- Sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3 (50%), des services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial ;
- Les modifications ne sont pas substantielles ;
- Le montant de la modification est inférieur à 10 % du montant du marché initial ;

Conformément à l'article 54 du CCAG Travaux, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché (sous réserve d'avoir démontré l'existence d'un surcoût substantiel relatif à la prolongation des délais).

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage ne peuvent pas faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

6.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	21 / 31



En application de l'article R2194-6 du code de la commande publique, en cas de changement lié au statut du Titulaire ou d'un des membres du groupement, le mandataire du groupement doit adresser à la cellule des marchés du CFDC dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du KBIS mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

Cellule des Marchés du CFDC – Bureau 542
Centre de la Formation et du Développement des Compétences
Assistance Publique – Hôpitaux de Paris
Campus PICPUS
33, boulevard de Picpus
CS 21705
75 571 PARIS Cedex 12

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par la Cellule des marchés du CFDC.

6.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avvertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiant de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 7 RESPECT DES PRINCIPES DE LAICITE ET DE NEUTRALITE

7.1 Point n°1

Le présent contrat prévoit que le titulaire du présent contrat participe de l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'il participe à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	22 / 31



- De remédier aux éventuels manquements.

7.2 Point n°2

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service, objet du présent contrat, respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant.

7.3 Point n°3

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : La Directrice du CFDC.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

7.4 Point n°4

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur ou l'autorité concédante se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 1500 Euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

ARTICLE 8 OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

8.1 Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre les certificats à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure. Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	23 / 31



en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

8.2 Obligations réglementaires

L'entreprise titulaire du marché s'engage à vérifier que le personnel est titulaire du ou des diplômes exigés sur le territoire français pour l'accès à la profession considérée et qu'il est régulièrement autorisé à exercer (code du travail).

8.3 Accès au chantier

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle. Le titulaire a responsabilité de faire porter à ses intervenants un badge nominatif, personnel et incessible, après prise en compte de la carte BTP ou de la CNI de la personne à agréer.

Le titulaire se conforme aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur les sites du CFDC, et plus généralement à toutes instructions qui lui seraient données par les responsables du CFDC.

En particulier, le titulaire devra communiquer l'identité de son personnel chargé des prestations au sein des unités et tout renseignement ou document nécessaires à l'établissement des autorisations d'accès aux unités.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution des prestations, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

Le personnel du titulaire doit faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. L'usage des matériels et des équipements contenus à l'intérieur des locaux du CFDC lui est interdit ; c'est le cas notamment des appareils de téléphone, de télécopie, des machines à photocopier, à reproduire, des ordinateurs ainsi que de tous les consommables de bureaux tels que papiers, cartouches. Cette disposition ne concerne pas les distributeurs de boissons.

Si le CFDC constate qu'un membre du personnel du titulaire cause un trouble au sein des locaux du CFDC, ou commet une violation des règles mentionnées au présent CCAP, Il se réserve le droit de lui refuser l'accès à ses locaux. Le titulaire s'engage alors à remplacer la personne concernée afin d'assurer l'exécution des prestations dans les conditions initialement prévues, sans que le titulaire ne puisse engager la responsabilité du CFDC à quelque titre que ce soit.

Le titulaire informe ses sous-traitants des obligations énoncées ci-dessus et reste responsable du respect de celles-ci.

8.4 Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	24 / 31



Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de quatre (4) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information.
- À n'utiliser les informations et documents délivrés par l'AP-HP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'AP-HP à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenue par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'AP-HP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'AP-HP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	25 / 31



Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

8.5 Diffusion d'image

A demander après validation de la Direction du CFDC.

ARTICLE 9 FACTURATION -PAIEMENT

9.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente. Dans le cas contraire, celles-ci seraient réputées nulles et non avenues.

Conformément au décret n° 2019-748 du 21 juillet 2019 relatif à la facturation électronique, le titulaire du marché devra adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises par le titulaire sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Les numéros des bons de commande (référence à 10 chiffres) ou ordre de service
- Le numéro d'ordre de la facture
- Nom et adresse du créancier
- Les coordonnées complètes du compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement
- Les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- Le code APE
- La désignation de la prestation
- Le montant hors taxes de la prestation
- Le taux et le montant des taxes
- Le montant total de la prestation en T.T.C.
- Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande)
- Le numéro de marché

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

L'émission de bons de commande et leur **facturation** s'effectuera obligatoirement **par année civile** pour des raisons comptables inhérentes aux logiciels utilisés par l'AP-HP.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	26 / 31



9.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales des marchés public de travaux.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- À l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
- À l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

9.3 Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance conformément à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% conformément à l'article R2191-7.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

9.4 Périodicité et exigibilité des acomptes

9.4.1 Demandes de paiement mensuelles

a) *Projet de décompte*

Les prestations débiteront avec l'ordre de service établi par le Service Travaux Maintenance (STEM).

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'ouvrage, sous la forme d'un projet de décompte.

Les décomptes présentés devront reprendre la liste des postes du bordereau de prix correspondant (annexe financière) avec leurs numéros d'article, l'avancement étant exprimé en pourcentage du montant total de chaque poste.

Le titulaire du marché devra déposer ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution **Chorus Portail Pro**, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	27 / 31



L'entreprise devra se conformer à la procédure retenue et former ses personnels en conséquence sans que cela ne puisse faire l'objet de rémunération complémentaire

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, hors TVA.

Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

Les pénalités s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le projet de décompte mensuel comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes :

- Travaux et autres prestations du marché ;
- Approvisionnements ;
- Remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance. En revanche, quel que soit le mode de transport et de livraison des matériaux, produits ou composants, et même en cas de prise sur stock, le titulaire est tenu de procéder aux opérations nécessaires de déchargement, de débarquement, de manutention, de rechargement et de transport, jusque et y compris la mise en dépôt ou à pied d'œuvre des matériaux, produits.

Le montant des travaux est établi de la façon suivante :

Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire d'établir le projet de décompte mensuel suivant un modèle qu'il lui communique.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- Les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;
- Le cas échéant, les pièces justifiant les débours dont il demande le remboursement ;
- Les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

b) Acomptes mensuels

Le paiement des acomptes mensuels est subordonné à l'acceptation des décomptes visés ci-dessus par le maître d'ouvrage.

Les demandes d'acompte du mois « m » devront être remises au maître d'ouvrage au plus tard le dernier jour de la première semaine du mois « m+1 ».

A partir du décompte mensuel, le maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire et dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	28 / 31



- Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a et b ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant du poste d et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes c et e.

Le maître d'ouvrage notifie par ordre de service au titulaire l'état d'acompte mensuel et règle les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le représentant du pouvoir adjudicateur qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Le délai global de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire par le maître d'ouvrage.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

c) Demande de paiement finale

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet est accompagné des éléments et pièces ci-dessous, s'ils n'ont pas été précédemment fournis :

- -les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;
- -le cas échéant, les pièces justifiant les débours dont il demande le remboursement ;
- -les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

9.4.2 Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Le présent article concerne les prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage, qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires.

Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'ouvrage dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, qui permettent de déterminer les coûts des prestations supplémentaires, ces montants sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	29 / 31



Ces prix, qui ne sont pas fixés définitivement, sont arrêtés par le maître d'ouvrage après consultation du titulaire. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

ARTICLE 10 ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- L'assurance décennale pour les constructeurs des lots concernés.
- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.
- Toutes assurances professionnelles nécessaires à l'activité exercée

ARTICLE 11 NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique

ARTICLE 12 RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'article R2191-32 du code de la commande publique le titulaire est soumis à la retenue de garantie. La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le taux de la retenue de garantie est de 5%. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde.

Lorsque le marché prévoit une retenue de garantie, celle-ci est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

Le titulaire du marché a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande. En revanche, le cocontractant ne peut procéder à une caution personnelle et solidaire.

ARTICLE 13 LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	30 / 31



Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.
Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Télécopie référés précontractuels et contractuels : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 14 DEROGATIONS

Les articles auxquels le présent CCAP dérogent sont les suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG auquel l'article du CCAP déroge
2	4
3	9.4
3.3	15.1
3.5	14 / 14.2.2 / 14.3
3.7.2	12
3.7.8	12
4.2.1	18.2.2
5.1	19.2.1 / 19.2.2
5.2	20.1

Le titulaire 1

1 Indiquer le nom et la qualité du signataire du marché et apposer le cachet commercial après avoir paraphé toutes les pages du présent document

A.P.-H.P.	Consultation CFDC 2025-13 du 17/10/2025	CFDC
MAPA TRAVAUX	Cahier des Clauses Techniques Particulières	31 / 31